DEPARTEMENT DE LA MANCHE
Commune du MONT-SAINT-MICHEL
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION DU 22 MARS 2021

Le vingt-deux mars deux mille vingt et un à neuf heures, le conseil municipal de la commune du Mont-Saint-Michel, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans la salle Henri Voisin, pour respecter les mesures sanitaires, notamment de distanciation physique, sous la présidence de Monsieur Jacques BONO, Maire Elle s'est tenue exclusivement en présentiel

Étaient présents les conseillers municipaux suivants :

BONO Jacques	GUIGHARD Hervé, excusé pouvoir à Yan Galton	ROUX Nelly
GALTON Yan	NOLLEAU Philippe excusé pouvoir à François Ridel	
GIRON Rémi excusé pouvoir à François Ridel	RIDEL François	

Secrétaire de séance : *Élu conformément à l'article L.2121-15 du CGCT* : M Yan GALTON

Nombre de membres en exercice : 7

Nombre de membres présents : 4

Nombre de suffrages exprimés : 7

Quorum : 3

Convocation : 16/03/2021

Affichage : 29/03/2020

Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.

Le procès-verbal de la séance du 5 février 2021 est approuvé à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

➤ **Institution :**

- Dissolution du Syndicat Mixte Baie du Mont Saint Michel
- Avis sur le bilan des schémas régionaux de l'aquaculture marine

➤ **Ressources humaines :**

- Télétravail
- Règlement intérieur
- Suspension heures compensation pour le travail des dimanches et jours fériés

➤ **Finances :**

- Acquisition de socles d'accueil pour les bombardes
- Autorisation d'engagement de crédits d'investissement préalable au vote du budget 2021
- Tarification des services municipaux

- ▼ **Domaine public :**
 - Nom de la salle « mairie réception »

- ▼ **Questions diverses**

Compte rendu des décisions prises par le maire en vertu des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

M le Maire informe le conseil municipal qu'aucune décision n'a été prise au titre des délégations fondées sur l'article L.2121-22 du CGCT.

N°08/2021 Institution : Dissolution du Syndicat Mixte Baie du Mont-Saint-Michel

Monsieur le Maire indique qu'un tiers des membres présents sollicite le vote à bulletin secret. Il rappelle au conseil municipal les éléments suivants :

Le décret n°2019-1338 du décembre 2019, porte création de l'EPIC national du Mont Saint Michel. Cet EPIC doit se substituer au Syndicat Mixte baie du Mont Saint Michel.

Lors de la séance du 25 février dernier, le conseil municipal a ajourné la décision afin de recueillir les éléments financiers (budget prévisionnel ou tous autres éléments permettant d'apprécier l'assise financière de l'EPIC, compte tenu des charges inhérentes à ses compétences.

En réponse à cette requête, M Velter, directeur de l'EPIC a transmis les éléments suivants :

Budget de fonctionnement de l'EP

A la faveur d'un nouvel arbitrage de l'Etat opéré le 13 novembre 2020, le financement du fonctionnement annuel de l'EP se découpe comme tel :

- **Etat** : 3,3 M € annuels sur 2021-2025 (contre 1,7 M € prévus dans les discussions avec le préfigurateur en 2019, soit un effort supplémentaire de 1,6 M€)

CMN : 1,675 M

Ministère de la Culture : 800 k (one shot, juste en 2021)

Ministère de la transition écologique : 1,5 M

- **Collectivités** : 1,5 M € annuels sur 2021-2025 (contre 1,3 M € en 2019, soit un effort supplémentaire de 300 k)

Région Normandie : 500 k (réponse imminente par un courrier de Hervé Morin)

Région Bretagne : 500 k

Département de la Manche : 500 k

A priori, la période 2021-2025 ne sera pas suivi par les collectivités qui souhaiteraient pouvoir diminuer leurs contributions, voire les faire disparaître, à partir de 2023.

A la demande des collectivités et de l'Etat, il s'agit bien ici d'un budget d'amorçage. L'objectif partagé est que l'EPIC puisse tendre vers l'autofinancement dès que possible. Dans l'arbitrage de l'Etat de novembre 2020, une clause de revoyure entre les différents financeurs a été fixée à 2023 : elle doit permettre de déterminer, à la faveur d'un nouveau modèle économique pour les parkings et navettes, si les contributions des collectivités peuvent diminuer.

Budget prévisionnel global en fonctionnement

Dépenses de fonctionnement : entre 1,5 et 8 M € annuels

Elles diffèrent principalement selon les besoins de travaux de dragage des voies d'eau et des aléas climatiques (qui sont les plus gros postes de dépenses)

Recettes de fonctionnement : entre 5 et 9 M € annuels

Elles diffèrent principalement selon les recettes issues des stationnements et transports en 2023 qui sont potentiellement les recettes les plus importantes dans un premier temps.

Avec des hypothèses ambitieuses de recettes à partir de 2023, M Velter estime que l'EPIC pourra être autonome financièrement relativement rapidement.

Le Syndicat Mixte pour le Rétablissement du Caractère Maritime du Mont Saint-Michel a été officiellement créé le 6 février 1997 entre le Conseil Régional de Basse-Normandie, le Conseil Général de la Manche et la Commune du Mont-Saint-Michel afin de construire les ouvrages concourant au rétablissement du caractère maritime du Mont-Saint-Michel.

Par arrêté préfectoral du 16 janvier 2002, les communes de Beauvoir et de Pontorson sont venues renforcer la composition de ce syndicat mixte. Par la suite, par arrêté préfectoral du 18 février 2006, le Conseil Régional de Bretagne est venu abonder le nombre de collectivités adhérentes au syndicat mixte dorénavant dénommé « Syndicat Mixte Baie du Mont-Saint-Michel ». Ainsi constitué pour une durée illimitée, ce syndicat avait pour objectif :

- Le rétablissement du caractère maritime du Mont-Saint-Michel ;
- L'amélioration des conditions d'accueil du public vers le site ;
- La gestion, l'exploitation et la maintenance de tous les aménagements, équipements, ouvrages et infrastructures liés au projet, ainsi que l'organisation, la gestion et l'exploitation de la desserte du Mont-Saint-Michel, y compris le stationnement ;
- La coordination, l'étude, l'organisation et la mise en place des différents modes de dessertes dans la Baie.

Toutefois, en mars 2014, le rapport de quatre inspections ministérielles a mis en exergue les difficultés d'exploitation et de gestion du site. Des recommandations portant notamment sur la révision du mode de gouvernance et la création d'un établissement public national chargé de la gestion unifiée du site et du développement du Mont Saint-Michel et de sa baie ont ainsi été formulées.

A l'automne 2019, à l'occasion de la réunion du Comité Syndical du 15 octobre, alors qu'un projet de décret visant la création du nouvel établissement public était en cours de préparation, les membres du Comité Syndical ont voté unanimement le principe de la dissolution du Syndicat Mixte Baie du Mont-Saint-Michel à la demande motivée de la majorité des membres qui le composent.

Le décret n° 2019-1338 du 11 décembre 2019 relatif à l'établissement public du Mont-Saint-Michel est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Aussi, pour permettre à l'EPIC de remplir les missions pour lesquelles il a été constitué, il convient de doter ce nouvel établissement public national des moyens fonctionnels qui s'imposent (moyens financiers, matériels et humains).

Aujourd'hui, considérant le budget de l'EPIC consolidé, il importe de procéder à la liquidation du Syndicat Mixte Baie du Mont-Saint-Michel. Pour ce faire, après avoir respectivement demandé sa dissolution administrative et comptable (Délibérations du conseil régional de Normandie du 16 décembre 2019, du conseil régional de Bretagne du 14 février 2020, du Département de la Manche du 22 janvier 2021, des communes de Beauvoir du 21 janvier 2021 et de Pontorson du 11 février 2021), en application de l'article L. 5721-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le projet de convention de liquidation administrative et comptable du syndicat mixte ci-annexé doit être approuvé par ses collectivités membres pour officialiser sa dissolution.

Afin de fixer les modalités de répartition de l'actif et du passif, les services du syndicat mixte ont bénéficié de l'accompagnement de la Préfecture de la Manche, de la DDFIP et de la trésorerie.

D'un commun accord, les collectivités adhérentes ont décidé de déterminer les modalités de répartition de l'actif et du passif du syndicat mixte par tiers (Conseil Régional de Normandie, Conseil Régional de Bretagne et Conseil Départemental de la Manche) au regard de leur contribution à la réalisation et au fonctionnement des ouvrages, des bâtiments et des infrastructures sous propriété et/ou gestion du Syndicat Mixte.

Les assemblées délibérantes des six collectivités membres sont dès lors conviées à acter les modalités de la dissolution du syndicat mixte, lesquelles doivent faire l'objet d'une délibération concordante.

Dans ce contexte, il vous est proposé de valider la dissolution du Syndicat Mixte Baie du Mont-Saint-Michel et ses conditions de liquidation conformément aux modalités d'exécution de la liquidation arrêtées dans le projet de convention joint.

Le conseil municipal est donc invité à délibérer.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5721-7, L. 5211-25-1 et L. 5211-26,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Vu le décret n°2019-1338 du 11 décembre 2019 portant création de l'Etablissement Public du Mont-Saint-Michel,

Vu la délibération de 1996 du conseil municipal du Mont-Saint-Michel portant création du Syndicat Mixte pour le rétablissement du caractère maritime du Mont-Saint-Michel,

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 6 février 1997 portant autorisation de création du Syndicat Mixte Baie du Mont-Saint-Michel

Vu l'arrêté préfectoral du 18 février 2006 autorisant la modification des statuts du syndicat mixte et l'adhésion du Conseil Régional de Bretagne,

Vu l'arrêté préfectoral du 7 février 2014 autorisant la modification des statuts du syndicat mixte,

Vu la délibération du Conseil Régional de Bretagne des 13 et 14 octobre 2005 demandant son adhésion au syndicat mixte,

Vu les délibérations du Comité Syndical des 7 juin et 2 décembre 2005 acceptant le rattachement du Conseil Régional de Bretagne et demandant la modification de ses statuts dont notamment son changement de dénomination et de siège,

Vu la délibération du conseil syndical du Syndicat Mixte Baie du Mont Saint-Michel du 25 juin 2019 approuvant sa dissolution,

Vu la délibération du 15 octobre 2019 du Comité Syndical du Syndicat Mixte Baie du Mont-Saint-Michel actant le principe de dissolution du syndicat mixte à la demande motivée de la majorité des membres qui le composent,

Vu les délibérations du Conseil Régional de Normandie du 16 décembre 2019, du Conseil Régional de Bretagne du 14 février 2020, du Département de la Manche du 22 janvier 2021 et des Communes de Beauvoir du 21 janvier 2021 et de Pontorson du 11 février 2021, actant le principe de la dissolution du Syndicat Mixte Baie du Mont-saint-Michel,

Vu le projet de convention de liquidation ci-annexé,

Considérant que l'Etablissement Public du Mont-Saint-Michel crée au 1^{er} janvier 2020 est chargé, notamment :

- d'assurer la gestion, l'exploitation, la maintenance et l'entretien des ouvrages nécessaires au rétablissement et au maintien du caractère maritime de la baie du Mont-Saint-Michel ainsi que des installations d'accueil, de stationnement et de transport permettant l'accès au Mont-Saint-Michel dont la liste est fixée par arrêté des ministres chargés du domaine et de l'environnement, sous réserve des compétences des collectivités territoriales et de leurs groupements en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations ;

- d'assurer, sous l'autorité du Préfet et sous réserve des pouvoirs de police dévolus au maire, la sécurité et la sûreté du site et des infrastructures concourant au rétablissement et au maintien du caractère maritime de la baie du Mont-Saint-Michel dont la gestion lui est confiée,

Considérant que chaque collectivité membre du syndicat mixte Baie du Mont-Saint-Michel doit approuver sa dissolution pour assurer sa liquidation administrative et financière,

Considérant l'obligation de transfert des biens, des droits et des obligations du Syndicat Mixte baie du Mont-Saint-Michel à l'Etablissement Public du Mont-Saint-Michel,

Considérant la situation administrative des agents contractuels et titulaires du Syndicat Mixte Baie du Mont-Saint-Michel,

Considérant que le Syndicat mixte baie du Mont-Saint-Michel se trouve de facto dépourvu d'objet,

Considérant qu'un syndicat mixte peut être dissous à la demande motivée de la majorité des personnes morales qui le composent par arrêté motivé du représentant de l'Etat dans le département siège du syndicat,

Considérant que l'Etat s'engage financièrement auprès de l'Etablissement Public du Mont-Saint-Michel, jusqu'en 2025,

Considérant que le Conseil départemental de la Manche, les conseils Régionaux de Normandie et Bretagne s'engagent à financer à hauteur de 500k€, l'Etablissement Public du Mont-Saint-Michel, jusqu'en 2022, terme de la délégation de service public,

Considérant que la procédure de dissolution du Syndicat mixte baie du Mont-Saint-Michel est engagée et validée par les services préfectoraux, lesquels précisent que cette dissolution se déroulera selon les règles de droit commun,

Considérant qu'une convention de liquidation, approuvée par les collectivités membres, régira le transfert des ressources humaines, des biens de l'actif et du passif du Syndicat mixte baie du Mont-Saint-Michel

Considérant que les conditions de la liquidation du syndicat mixte doivent être réunies pour qu'un même arrêté mette fin aux compétences et à la dissolution de ce syndicat,

Considérant que les conditions de la liquidation doivent faire l'objet d'un accord entre le comité syndical et les organes délibérants des personnes morales qui le composent,

Entendu l'exposé du Maire,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal procède au vote à bulletin secret et décide à 6 voix pour et une voix contre :

D'APPROUVER la dissolution du Syndicat Mixte Baie du Mont-Saint-Michel ;

D'ACCEPTER les conditions de liquidation telles qu'exposées dans le projet de convention joint, à savoir :

- La répartition des actifs et des passifs entre les trois membres financeurs ;
- Le sort du personnel ;
- Le sort des contrats ;
- Le devenir des archives du syndicat mixte ;
- Le devenir du site internet.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

09/2021 : Institution : Avis sur les schémas régionaux de Développement de l'aquaculture marine Mer Manche Est – Mer du Nord

Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine (SDRAM) ont vocation à recenser de manière exhaustive, les sites d'aquaculture marine existants ainsi que ceux propices au développement des différentes productions d'aquaculture marine durable, en indiquant les voies d'accès aux sites, ainsi que les surfaces terrestres nécessaires à leur exploitation.

Un bilan de la mise en œuvre des SRDAM est établi à l'issue d'une période de cinq années afin d'évaluer leurs effets sur le développement de l'aquaculture marine.

Le SRDAM de Basse-Normandie a été adopté le 18 décembre 2015. La Direction interrégionale de la mer Manche Est-Mer du Nord a établi un bilan suite à une consultation réalisée auprès des acteurs de la mer et du littoral entre le 17 août 2020 et le 20 octobre 2020.

Ce bilan consiste à ce que les SRDAM actuels ne soient pas révisés, au moins jusqu'à l'adoption du plan d'action du document stratégique de façade en mars 2022, pour permettre de définir les critères de planification qui reposent sur :

- L'exploitation du bilan des SRDAM ;
- L'action d'animation nationale de définition des enjeux du nouveau cadre de planification aquacole, évoquée dans le projet d'actions ;
- Des orientations de la nouvelle programmation 2021-2027 du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA), toujours en cours d'élaboration à ce jour.

Le maire invite le conseil municipal à émettre un avis sur le bilan des schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine de Normandie.

Entendu l'exposé,

VU le code général des Collectivités territoriales notamment son article L.2121-29 ;

VU le code rural et des pêches maritimes, notamment son article L.923-1-1 ;

Considérant les résultats de la consultation écrite ouverte pour la Normandie entre le 17 août et le 20 octobre 2020 sur le projet de schéma régional de développement de l'aquaculture marine de la façade Manche Est, Mer Nord

Considérant que la Direction Interrégionale de la mer Manche Est – mer du Nord propose de ne pas réviser le SRDAM actuels, au moins jusqu'à l'adoption du document stratégique de façade en mars 2022 pour permettre de définir les critères de planification qui reposeront sur :

- L'exploitation du bilan des SRDAM
- L'action d'animation nationale de définition des enjeux du nouveau cadre de planification aquacole, évoqué dans le projet d'actions AQUA-PM-NAT01,
- Des orientations de la nouvelle programmation 2021-2027 du fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA), en cours d'élaboration,

Après avoir entendu le rapport et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité,

D'ÉMETTRE un avis favorable à la poursuite de l'actuel schéma régional de l'aquaculture marine de la façade Mer Manche Est – Mer Nord,

DE TRANSMETTRE le présent avis à la Direction Interrégionale de la Mer Manche est – Mer du Nord

N°10/2021 : Ressources humaines : Modalité de mise en œuvre du Télétravail

Monsieur le Maire rappelle que le 6 novembre dernier, le conseil municipal a approuvé un projet de mise en œuvre du télétravail. Ce projet a été soumis pour avis au Comité technique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment l'article 133.

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature,

Vu la délibération n°57-2020 du 6 novembre 2020 portant projet de modalité de mise en œuvre du télétravail à soumettre au comité technique,

Vu l'avis du comité technique en date du 17 février 2021

Considérant ce qui suit :

Le télétravail est un mode d'organisation du travail dont l'objectif est de mieux articuler vie personnelle et vie professionnelle. Le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 détermine ses conditions d'exercice : quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail, nécessité d'une demande de l'agent, durée de l'autorisation, mentions que doit comporter l'acte d'autorisation. Sont exclues du champ d'application dudit décret les autres formes de travail à distance (travail nomade, travail en réseau...).

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

La quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail ne peut être supérieure à trois jours par semaine. Le temps de présence sur le lieu d'affectation ne peut être inférieur à deux jours par semaine.

Les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation.

L'employeur prend en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail, notamment le coût des matériels, logiciels, abonnements, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci.

Aucun candidat à un emploi ne peut être incité à accepter un poste sous condition d'exercer en télétravail, aucun emploi ne peut être réservé à un agent en télétravail, ni sous condition de ne pas demander à télétravailler.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

D'ADOPTER les critères et modalités d'exercice du télétravail tels que définis ci-dessous :

Article 1 : Activités éligibles au télétravail

Les activités éligibles au télétravail sont l'ensemble des activités exercées par les agents à l'exception des activités suivantes :

- nécessité d'assurer un accueil ou une présence physique dans les locaux de la *collectivité* : *service sanitaires publiques, l'accueil du public aux jours et heures d'ouverture de la mairie* ;

- nécessité d'une présence physique pour assurer la surveillance et la sécurité des biens et des personnes : service de police municipale ;

- nécessité d'assurer une présence physique pour assurer l'entretien de la voirie, des bâtiments et des espaces publics ainsi que la livraison des marchandises intra-muros : service technique et cariste

L'inéligibilité de certaines activités au télétravail, si celles-ci ne constituent pas la totalité des activités exercées par l'agent, ne s'oppose pas à la possibilité pour l'agent d'accéder au télétravail dès lors qu'un volume suffisant d'activités télétravaillables peut être identifié et regroupé.

Article 2 : Locaux mis à disposition pour l'exercice du télétravail

Le télétravail peut avoir lieu :

- soit au domicile de l'agent,

- soit au sein d'un tiers lieux, sous réserve qu'ils disposent d'une connexion internet sécurisée.

Article 3 : règles à respecter en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données

La mise en œuvre du télétravail nécessite le respect de règles de sécurité en matière informatique.

L'agent en situation de télétravail s'engage à utiliser le matériel informatique qui lui est confié dans le respect des règles en vigueur en matière de sécurité des systèmes d'information.

Le télétravailleur doit se conformer à l'ensemble des règles en vigueur au sein de son service en matière de sécurité des systèmes d'information et en particulier aux règles relatives à la protection et à la confidentialité des données et des dossiers en les rendant inaccessibles aux tiers.

Par ailleurs, le télétravailleur s'engage à respecter la confidentialité des informations obtenues ou recueillies dans le cadre de son travail et à ne pas les utiliser à des fins personnelles.

Seul l'agent visé par l'acte individuel peut utiliser le matériel mis à disposition par l'administration.

Les données à caractère personnel ne peuvent être recueillies et traitées que pour un usage déterminé et légitime, correspondant aux missions de la collectivité.

L'agent en télétravail ne rassemble ni ne diffuse de téléchargement illicite via l'internet à l'aide des outils informatiques fournis par l'employeur.

Une charte du télétravail pourra être soumise à signature des agents bénéficiant du télétravail.

Article 4 : règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé

L'employeur est responsable de la protection de la santé et de la sécurité professionnelles du télétravailleur.

L'agent en télétravail est soumis à la même durée du travail que les agents au sein de la collectivité ou de l'établissement. La durée du travail respecte les garanties minimales prévues à l'article 3 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000.

L'agent assurant ses fonctions en télétravail doit effectuer les mêmes horaires que ceux réalisés habituellement au sein de la collectivité.

Durant le temps de travail, l'agent est à la disposition de son employeur et doit se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Par ailleurs, l'agent n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant ses heures de travail.

Si l'agent quitte son lieu de télétravail pendant ses heures de travail sans autorisation préalable de l'autorité territoriale, il pourra faire l'objet d'une procédure disciplinaire pour manquement au devoir

d'obéissance hiérarchique.

L'agent pourra également se voir infliger une absence de service fait pour le temps passé en dehors de son lieu de télétravail.

Les jours de référence travaillés, d'une part, sous forme de télétravail et, d'autre part, sur site, compte tenu du cycle de travail applicable à l'agent, ainsi que les plages horaires durant lesquelles l'agent exerçant ses activités en télétravail est à la disposition de son employeur et peut être joint, sont définies dans l'acte individuel autorisant l'exercice des fonctions en télétravail (arrêté pour les fonctionnaires ou avenant au contrat pour les agents contractuels).

L'agent télétravailleur bénéficie de la même couverture accident, maladie, décès et prévoyance que les autres agents.

Les agents travaillant à leur domicile sont couverts pour les accidents survenus à l'occasion de l'exécution des tâches confiées par l'employeur. Tout accident intervenant en dehors du lieu de télétravail pendant les heures normalement travaillées ne pourra donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service. Le télétravailleur s'engage à déclarer tout accident survenu sur le lieu de télétravail. La procédure classique de traitement des accidents du travail sera ensuite observée.

L'agent télétravailleur bénéficie de la médecine préventive dans les mêmes conditions que l'ensemble des agents.

Le poste du télétravailleur fait l'objet d'une évaluation des risques professionnels au même titre que l'ensemble des postes de travail du service. Il doit répondre aux règles de sécurité et permettre un exercice optimal du travail.

Les risques liés au poste en télétravail seront pris en compte dans le document unique d'évaluation des risques.

Article 5 : modalités d'accès des institutions compétentes sur le lieu d'exercice du télétravail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité

Les membres du comité peuvent réaliser une visite des locaux où s'exerce le télétravail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité, dans les limites du respect de la vie privée. Ces visites concernent exclusivement l'espace de travail dédié aux activités professionnelles de l'agent et, le cas échéant, les installations techniques y afférentes.

Dans le cas où l'agent exerce ses fonctions en télétravail à son domicile, ces visites sont subordonnées à l'information préalable de l'agent en télétravail en respectant un délai de prévenance de 7 jours, et à l'accord écrit de celui-ci.

Les missions du CHSCT doivent donner lieu à un rapport présenté au comité.

Ressources humaines : Règlement intérieur

Un groupe de travail composé d'agents a effectué des propositions pour la mise en œuvre d'un règlement intérieur. Ces propositions nécessitent d'être étudiées par la commission des ressources humaines préalablement à l'adoption du projet de règlement. Celui-ci sera soumis pour avis au comité technique du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Manche. Le dépôt du dossier pour la prochaine séance du comité technique doit être déposé au plus tard le 20 avril prochain.

N°11/2021 : Ressources humaines : Suspension de la gratification pour travail le dimanche

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la situation financière de la commune. Bien qu'un fléchissement des dépenses de fonctionnement soit constaté depuis ces trois dernières années, de nouvelles mesures doivent être prises pour veiller au maintien de l'équilibre budgétaire. Différents leviers ont été étudiés, notamment un axe de maîtrise de la masse salariale.

A cet effet, il est proposé au conseil municipal de suspendre la gratification par le repos compensateur de 50% pour un dimanche ou un jour férié travaillé, à l'exclusion du 1^{er} mai bénéficiant d'un repos compensateur de 100% dès lors qu'il est travaillé.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délibération n°23-2018 du 16 mars 2018 portant cycle de travail

Vu le budget,

Considérant que la situation financière nécessite de prendre des mesures visant au maintien de l'équilibre budgétaire,

Considérant qu'une mesure de maîtrise de la masse salariale participe au maintien de l'équilibre budgétaire.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité,

DE SUSPENDRE à compter du 1^{er} avril 2021 et jusqu'à nouvel ordre l'octroi du repos compensateur de 50% pour un dimanche ou un jour férié travaillé, à l'exclusion du 1^{er} mai.

Finances : Acquisition de socles d'accueil pour les bombardes

Monsieur le maire informe le conseil municipal que deux bombardes ont été confiées à l'atelier Arc' Antique pour leur restauration. Il indique que ces bombardes nécessiteront d'être mise en valeur lors de leur retour. Aussi, une réflexion sur leur emplacement, leur socle et la scénographie dédiés à leur mise en valeur doit être menée.

N°12/2021 Finance : Autorisation d'engagement de crédits d'investissement préalable au vote du budget 2021.

M. le maire informe le conseil municipal des dispositions de l'article L1612-1 modifié, du code général des collectivités territoriales « (...) *En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.*

En 2020, l'ouverture de crédit à la section investissement préalable au vote du budget est possible jusqu'à 283 000€.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-29 et L.1612-1,

Considérant la nécessité de répondre aux besoins urgents d'investissement dès le début de l'année,

Considérant que le délai de paiement des factures est fixé à 30 jours,

Considérant que cette facilité favorisera la réalisation de la politique d'équipement de la commune telle qu'elle sera proposée lors de la séance de l'adoption de budget 2021,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité,

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT			
CHAPITRE/OPERATION	DESIGNATION	BUDGET 2020	OUVERTURE CREDIT 2020
21	Immobilisations corporelles	20 000€	4 000€
23	Immobilisations en cours	828 110€	5 000€
23/047	Immobilisations en cours	499 100€	5 000€

DE TRANSMETTRE la présente décision à M le Trésorier de Pontorson

N°13/2021 : Finances : Tarification 2021 des services

Monsieur le maire informa le conseil municipal qu'il convient de réévaluer les tarifs municipaux au titre de l'année 2021.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2122-29,

Vu la délibération du conseil municipal n°2018-09-22 en date du 17 décembre 2018 relative aux tarifs communaux 2019,

Vu le budget communal,

Considérant la situation financière de la commune,

Considérant que les services sanitaires, sécurité incendie, livraison sont déficitaires,

Considérant la nécessité de réévaluer les tarifs municipaux afin que les services municipaux facturés accèdent à l'équilibre budgétaire,

Considérant qu'il convient de réévaluer les tarifs municipaux préalablement au vote du budget 2021,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide,

D'APPROUVER la réévaluation des tarifs municipaux 2021 suivants :

DATE D'APPLICATION	SERVICES	TARIFS	VOTE
1 ^{er} juillet 2021	Sécurité incendie et secours	5.50€/ tête de détection	Unanimité
1 ^{er} avril 2021	Livraison	18€ la prestation	6 voix pour 1 abstention
1 ^{er} avril 2021	Sanitaires publics	Individuel : 0.80€ Groupe adulte : 0.60€ Groupe enfant : 0.40€	Unanimité
1 ^{er} avril 2021	Location salles municipales	Société : 400€/jour Société : 230€/1/2 jour Société : 230€/jour supplémentaire Association : 230€/jour Particulier : 230€/jour Montois et associations montoises : 175€/jour	Unanimité

DE TRANSMETTRE la présente décision au Centre des finances publiques

N°14/2021 : Domaine public : Changement de nom de la salle « Mairie Réception »

Monsieur le Maire expose que le nom de la salle « Mairie Réception » porte à confusion. En effet, un grand nombre de personnes pensent qu'il s'agit de l'accueil de la mairie. Aussi, il est proposé au conseil municipal de définir un nouveau nom pour cette salle.

Plusieurs noms sont proposés. M Galton suggère le nom d'Estouteville en lien avec l'histoire de la commune. En effet, Louis d'Estouteville fut capitaine du Mont Saint Michel et gouverneur de Normandie au XV^{ème} siècle. A la tête de 118 autres chevaliers, il a combattu contre les anglais pour préserver le Mont-Saint-Michel.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriale, notamment l'article L.2122-22 et le 1^{er} alinéa de l'article L.2121-29.

Considérant que l'actuel nom de la salle « Mairie-Réception » induit en erreur de nombreuses personnes

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de régler les affaires de la commune

Considérant l'histoire de la commune du Mont-Saint-Michel et plus particulièrement de cette salle.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

D'ADOPTER comme nom de salle « Mairie – Salle d'Estouteville »

DE SOLLICITER le service technique pour la pose d'une plaque sur la porte en remplacement de l'actuelle

Questions diverses

Fermeture trésorerie Pontorson : M Bono informe le conseil municipal que la trésorerie de Pontorson fermera définitivement le 31 décembre prochain. Toutes les démarches seront à effectuer auprès d'Avranches à compter du 1^{er} janvier 2022.

L'ordre du jour étant épuisé, plus aucun membre du conseil municipal ne demande la parole, la séance est levée à 12h40.

La présente séance contient sept délibérations numérotées de 08/2021 à 14/2021.

Fait et délibéré les jours, mois, an susdits.

Vu et vérifié, validé par le secrétaire de séance le 26/03/2021

Monsieur Yan GALTON

Jacques BONO	
Yan GALTON	
François RIDEL	
Nelly ROUX	
Philippe NOLLEAU	Absent
Hervé GUICHARD	Absent
Rémi GIRON	Absent